

DIFFUSION RESTREINTE

TD_KIGALI_1994_00289.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

1

A700000017424D146012144T\000=3-DS

-4DAM

-CMB CM5 PR3 PR4 2ENV 4QIF 3CE 2DE SGE CMF CMA 2DIP

-3STR CMC CM4 PR5 3NU 2DJ

- DIFF

TD KIGALI 289

LE 5 AVRIL 1994

KGLI LE 05/04/94 A 15H05

ROUTINE

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

ORIGINE : MISSION DE COOPERATION

REDACTEUR : MICHEL CUINGNET

NB : DISTRIBUTION SERVICES

AD MINCOOP PARIS 131

CQ DIPLOMATIE 289

CQ TRESOR PARIS 15

CQ WASHINGTON 56

NB : MINCOOP POUR : CAB - DAG - DEV - FEC

NB : DE - DAM - CMB

NB : WASHINGTON POUR NOTRE ADMINISTRATEUR AU FONDS ET A LA BANQUE

TXT

OBJET : NOUVELLES PROPOSITIONS DE LA BANQUE MONDIALE FACE A
LA SITUATION POLITIQUE PREVALANT AU RWANDA

REFERENCE : TDD KIGALI 244.

RESUME : LE CALENDRIER PROPOSE PAR LA BANQUE MONDIALE N'A PU
ETRE RESPECTE - PROPOSITION D'UN "SHADOW PROGRAM", CONDITIONNALITES
ET ECHEANCIER - MANQUE DE CONCERTATION ENTRE GOUVERNEMENT ET F.P.R.
SUR LE BUDGET 1994 ET LA DEVALUATION. NOUVELLE DEGRADATION DANS LES
ADMINISTRATIONS FINANCIERES.

X X X

LE REPRESENTANT RESIDENT DE LA BANQUE MONDIALE A REUNI LE 1ER
AVRIL LES REPRESENTANTS DES PRINCIPAUX BAILLEURS DE FONDS POUR UN
DEBAT DONT L'OBJET ETAIT "LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE VIS
A VIS DE LA SITUATION POLITIQUE PREVALANT AU RWANDA".

ETAIENT PRESENTS : LE DELEGUE DE LA C.C.E., LE REPRESENTANT
DU PNUD, LES CHEFS DE MISSION DE COOPERATION D'ALLEMAGNE, DE LA
BELGIQUE, DE LA SUISSE, DE L'USAID ET DE LA FRANCE AINSI QUE LE
DIRECTEUR LOCAL DE LA C.F.D.

MONSIEUR JULIO GAMBA, REPRESENTANT RESIDENT, A FAIT CONNAITRE
QUE LES DATES LIMITEES ETAIENT DEPASSEES POUR LE PROGRAMME RETENU PAR
LES INSTANCES DE BRETTON-WOODS, SUITE A LA REUNION (GOUVERNEMENT,
FPR, BANQUE MONDIALE) DE WASHINGTON EN NOVEMBRE DERNIER, EN
PARTICULIER LA MISE A DISPOSITION DE LA FACILITE D'AJUSTEMENT
STRUCTUREL. IL CONVIENT DONC DE DEFINIR LES PROPOSITIONS QUI
POURRAIENT ETRE FAITES, DES LA CONSTITUTION DU GOUVERNEMENT A BASE
ELARGIE.

LE REPRESENTANT RESIDENT DE LA BANQUE MONDIALE A KIGALI
PROPOSE UN "SHADOW PROGRAM" QUI EST EN FAIT UNE SERIE DE MESURES
QUE LE GOUVERNEMENT A BASE ELARGIE AURA A PRENDRE POUR LES 6 MOIS A
VENIR POUR REDRESSER LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE, LA
SUPERVISION DE CE "SHADOW PROGRAM" SE FAISANT CHAQUE MOIS EN
COLLABORATION NEGOCIEE AVEC L'ENSEMBLE DES BAILLEURS AYANT DES
ECHEANCES A FAIRE RESPECTER. IL FAUT QUE LE GOUVERNEMENT S'ORGANISE
EN CONSEQUENCE ET PROUVE, MOIS PAR MOIS, SES CAPACITES POUR EXECUTER
LES MESURES ARRETEES. DES L'ACCORD SUR UN "SHADOW PROGRAM"
PREALABLEMENT ADOPTE PAR LE GOUVERNEMENT ET LES BAILLEURS, LA BANQUE
MONDIALE ET LE F.M.I. POURRONT ENVOYER UNE MISSION CONJOINTE A KIGALI
POUR DEFINIR LES PREALABLES AU DEBLOCAGE DE LA F.A.S. ET DE LA
SECONDE TRANCHE DU P.A.S. PARMIS CES PREALABLES FIGURENT L'ADOPTION
DU BUDGET 1994, LES MESURES RETENUES QUANT AU VERSEMENT DES PRIMES
AUX DEMOBILISES, LA MISE EN PLACE D'INDICATEURS DES DEPENSES
PUBLIQUES ET DU COMITE DE GESTION DU TAUX DE CHANGE SUITE A LA

DIFFUSION RESTREINTE

629

DEVALUATION.

SUR LA DEVALUATION, IL SEMBLE, AUX DIRES DE MONSIEUR GAMBA, QUE LE F.P.R. HESITE EN TANT QU' PARTICIPANT AU PROCHAIN GOUVERNEMENT A SE SOUMETTRE AUX EXIGENCES DES INSTITUTIONS DE BRETTON-WOODS, DE MEME, LA BANQUE MONDIALE ATTEND LES PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT EN MATIERE DE BUDGET 1994 - QUI DOIT TENIR COMPTE DE L'IMPACT DE LA DEVALUATION -. LE MINISTRE DES FINANCES SOUHAITERAIT UN ENGAGEMENT DE LA BANQUE MONDIALE SUR UN APPUI "ADDITIONNEL" COMPTE-TENU DE LA PRISE EN COMPTE DE LA DEVALUATION.

IL RESSORT QU' AUCUNE REUNION DEPUIS CELLE DE WASHINGTON, FIN NOVEMBRE 1993, OU GOUVERNEMENT ET F.P.R. SE SONT ACCORDES POUR DEFINIR LES GRANDES LIGNES D'UN PROGRAMME MACRO-ECONOMIQUE ET FINANCIER, NE S'EST TENUE ENTRE LES PROTAGONISTES PERMETTANT AU F.P.R. ET AU GOUVERNEMENT D'ARRETER LE PROJET DE BUDGET 1994. SANS CONCERTATION ENTRE LE F.P.R. ET LE GOUVERNEMENT, MEME SI LA MISSION BANQUE MONDIALE ET F.M.I. ETAIT PRESENTE DEMAIN A KIGALI, AUCUNE DECISION NE SERAIT PRISE, FAUTE D'ACCORD PREALABLE DU F.P.R. SUR LE BUDGET 1994. POUR LE REPRESENTANT RESIDENT DE LA BANQUE MONDIALE, LE F.P.R. N'EST PAS PRET ET SOUHAITERAIT, EN PARTICULIER, UN ETALEMENT DE LA DEVALUATION.

LE "SHADOW PROGRAM" SERAIT EN FAIT UNE VERSION ELARGIE DU BUDGET COMPRENANT LE PROGRAMME DES DEPENSES PUBLIQUES POUR 1994 ET LE P.I.P. SI UN ACCORD SE FAISAIT SUR CE "SHADOW PROGRAM". LA SECONDE TRANCHE DU P.A.S. POURRAIT ETRE LIBEREE, MAIS IL FAUDRAIT LA ENCORE TENIR UN CALENDRIER TRES SERRE ET OBTENIR UNE NEGOCIATION SUR CE "SHADOW PROGRAM" AVANT FIN AVRIL.

DANS LE CAS D'ACCORD, LA BANQUE MONDIALE SOULIGNE QUE PEUT ETRE EGALEMENT LIBERE LE PROJET D'AJUSTEMENT SECTEUR AGRICOLE (40 MILLIONS DE DOLLARS EN 2 TRANCHES) SOUS RESERVE DE MODIFICATION GRADUELLE DU SYSTEME FONCIER, CE QUI IMPLIQUE DES NEGOCIATIONS POLITIQUES ET SOCIALES IMPORTANTES ET DES MESURES DIFFICILES A METTRE EN OEUVRE.

UN AUTRE PROBLEME EST A PRENDRE EN CONSIDERATION AVANT LA LIBERALISATION DU PASA, C'EST CELUI DES INTRANTS ET DU MAINTIEN DE LEUR SUBVENTION. CE DOSSIER EST A RENEGOCIER EGALEMENT AVEC LES BAILLEURS DE FONDS QUI N'ONT PAS LA MEME APPROCHE QUE LA BANQUE MONDIALE SUR LA LIBERALISATION IMMEDIATE DU COMMERCE DES INTRANTS AGRICOLES.

LE DEUXIEME PROJET D'AJUSTEMENT STRUCTUREL FINANCIER, D'UN MONTANT EGALEMENT DE 40 MILLIONS DE DOLLARS, EN DEUX TRANCHES, POURRAIT ETRE LIBERE SOUS RESERVE DE LA PUBLICATION D'UNE NOUVELLE LOI BANCAIRE ET D'UNE DEFINITION DU ROLE DE LA B.N.R. DANS UNE POLITIQUE MONETAIRE DE GESTION DU TAUX DE CHANGE. OR, LA DESIGNATION D'UN NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE N'EST PAS ENCORE ARRETEE.

LA BANQUE MONDIALE A RAPPELE QU'ELLE RECHERCHAIT DANS LA SITUATION PRESENTE UNE SOLUTION D'APPUI MAIS QUE SON CALENDRIER NE POUVAIT ETRE SANS CESSE REPORTE. AINSI FAUTE DE DECISION, LES 12 PROJETS EN COURS D'EXECUTION QUE LA BANQUE MONDIALE A EN PORTEFEUILLE POUR UN MONTANT DE 200 MILLIONS DE DOLLARS, SONT MOMENTANEMENT GELES.

LA BANQUE MONDIALE A FAIT ETAT DES INFORMATIONS INSUFFISANTES AUJOURD'HUI DISPONIBLES QUANT A LA SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEMANDE DEPUIS 3 MOIS UNE ACTUALISATION DE LA DETTE MAIS N'A, A CE JOUR, OBTENU AUCUNE REPONSE NI QUANT A SON MONTANT EXACT NI QUANT AUX MESURES RETENUES PAR LE BUDGET 1994 POUR COUVRIR, SUR LES RESSOURCES GENEREES PAR LA FISCALITE, LES BESOINS DU SERVICE DE LA DETTE.

POUR LE "SHADOW PROGRAM" LA QUESTION DE LA DETTE EXTERIEURE EST PRIORITAIRE. POUR LA BANQUE MONDIALE, SI ON NE PEUT PROCEDER A

DIFFUSION RESTREINTE

TD_KIGALI_1994_00289.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

3

UNE SUSPENSION FORMELLE DES AIDES, LE PROBLEME MAJEUR SERA L'USAGE DES FONDS DE CONTREPARTIE ET LA REEVALUATION DU P.I.P. POUR PERMETTRE LA POURSUITE DES PROJETS. A CE SUJET, SI LE F.P.R. SEMBLE APPROUVER LA STRATEGIE DE PRIVATISATION PROPOSEE PAR LA BANQUE MONDIALE, IL N'A PAS ENCORE DONNE SON ASSENTIMENT SUR LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS POUR 1994.

LA BANQUE MONDIALE SOUHAITERAIT QUE LES BAILLEURS DE FONDS FASSENT CONNAITRE RAPIDEMENT LEURS PROPOSITIONS QUANT AUX CONCOURS ATTENDUS POUR LA RESTRUCTURATION DES ADMINISTRATIONS FINANCIERES. ELLE DEMANDE A PRESENT QUE SOIT ENVISAGEE LA MISE EN PLACE, AVEC L'ASSISTANCE TECHNIQUE, D'UN CONTROLE DES RECETTES. IL SEMBLE EN EFFET QUE DE SENSIBLES DIFFERENCES APPARAISSENT ENTRE LES RECETTES DES IMPOTS OU DES DOUANES ET CE QUI EST EFFECTIVEMENT INSCRIT AU TRESOR.

POUR LA BANQUE MONDIALE, LA NOUVELLE DATE-BUTOIR EST LE 15 AVRIL 1994./.

MARLAUD

DIFFUSION RESTREINTE

628